

This is the accepted manuscript of an article published in *Cahiers d'Etudes Africaines*, available online:  
<https://journals.openedition.org/etudesafricaines/26012>

Accepted version downloaded from SOAS Research Online: <https://eprints.soas.ac.uk/331601/>

## Mise en scène familiale, usages du savoir et campagnes politiques : Djiguiba Camara (Guinée)

Cet article entend retracer le parcours de Djiguiba Camara, chef de canton à partir de 1928, puis Conseiller territorial de Beyla (Guinée forestière) en 1953<sup>1</sup>. Il est le quatrième fils de Fata Kéoulé Camara qui a signé un traité de paix avec les Français en 1893<sup>2</sup>. Comme gage de cet accord, Djiguiba est envoyé à l'école des fils de chefs de Kayes. Il en sort interprète auxiliaire en 1900 : formation d'intermédiaire coloniale qui lui permettra par la suite d'accéder au poste de chef de canton en 1928 en remplacement de son frère décédé dans son village natal de Damaro, au pied des montagnes du Simandougou, à 800 kilomètres de Conakry. Par une approche transdisciplinaire (histoire, littérature, enquêtes orales), nous montrerons comment la sphère politique est intimement liée à la sphère privée dans le transfert de pouvoir sur plus d'un siècle à travers la famille Camara. Nous retracerons notamment le parcours des écrits de Djiguiba Camara, et les usages familiaux qui en seront faits à la période postcoloniale.

Alors que les élections s'enchaînent dans la Guinée des années 1950 et que Djiguiba Camara est remis en cause au niveau local par ses propres administrés de même que par l'administration coloniale, il tente d'achever un vaste chantier d'écriture historique entrepris depuis les années 1930 : la rédaction d'une « Histoire locale ». Ce texte entend rendre compte de l'origine de sa famille depuis le mythe de fondation des Camara jusqu'aux alliances passées par son père avec Samori Touré (« Histoire locale », 110 pages, conservé dans les archives de l'historien Yves Person<sup>3</sup>).

Cet usage du savoir historique, juridique, littéraire sur fond d'histoire familiale est placé au service d'une promotion personnelle et de la fabrique d'un *ethos* savant de légitimation. Cette « politique des affects »<sup>4</sup> est également réglée par une mise en scène, théâtralisée, de l'écriture comme outil et personnification du pouvoir du lettré. Le savoir, et singulièrement le savoir historique, est ainsi intégré dans une stratégie personnelle et familiale de représentation du pouvoir : l'étude croisée d'archives personnelles et familiales, d'archives coloniales conservées en Afrique et en Europe, ainsi que d'enquêtes de terrain permet d'analyser dans le détail la fabrique de l'écriture de l'histoire africaine depuis l'Afrique. En ce sens, cette micro-histoire de Djiguiba Camara que nous menons entre histoire, terrain ethnographique et littérature illustre le chevauchement entre famille et politique dans la construction de soi comme savant.

L'étude du rôle des lettrés, porteurs de savoirs et/ou intermédiaires dans les sociétés coloniales d'Afrique a connu un regain d'intérêt ces dix dernières années avec une volonté de

---

<sup>1</sup> Cette recherche a été généreusement financée dans le cadre de deux projets de recherche consécutifs : une British Academy Small Grant et un ESRC « Resilience in West African Frontier Communities » (ES/R002800/1) dirigé par Marie Rodet et mené en collaboration avec Friederike Lüpke, Bakary Camara et Elara Bertho. Les auteurs tiennent à remercier Céline Pauthier pour sa précieuse relecture.

<sup>2</sup> Yves Person est le spécialiste de l'histoire de l'empire de Samori Touré, sa monumentale thèse étant toujours une référence incontournable : Yves PERSON, *Samori Touré, une révolution dioula*, Dakar, IFAN, 3 volumes, 1968-1975. Sur cette paix de juin 1893, voir tome 3, p. 1471, notes p. 1508-1512.

<sup>3</sup> Archives personnelles d'Yves Person, BRA (Bibliothèque de Recherches Africaines), Paris 1. Ce fonds a été classé par Michèle Raffutin et est désormais accessible sur le site Calames : <http://www.calames.abes.fr/pub/#details?id=FileId-1255>, consulté le 24 mai 2018.

<sup>4</sup> Voir Frédéric Lordon, *La société des affects*, Paris, Le Seuil, 2016. Voir aussi Georges Vigarello (dir.), *Histoire des émotions*, tome 3, Paris, Le Seuil, 2016.

les sortir de la dichotomie collaboration/résistance<sup>5</sup>. La trajectoire de Djiguiba Camara et sa construction personnelle d'un *ethos* de savant dans un cadre familial et politique permet de sortir de cette dichotomie. Ses stratégies personnelles et familiales d'accumulation et de notabilisation s'inscrivent en effet à la fois dans son rapport avec l'administration coloniale et s'appuient sur sa position « d'entre-deux culturel ». Mais, de par ce document « Histoire locale », elles semblent s'inscrire surtout dans un cadre local et déjà quasiment postcolonial<sup>6</sup>.

Il y a déjà quarante-cinq ans, Ronald Robinson expliquait comment le « *bargain of collaboration* » avait permis à quelques sujets coloniaux, en particulier ceux désignés sous le nom d'intermédiaires dans l'historiographie plus récente, d'accumuler pouvoir et fortune tout en rendant un certain nombre de « services » à l'administration<sup>7</sup>, notamment dans la production des savoirs sur les sociétés locales. Mais ces contributions restèrent souvent non-officielles, ou du moins ces intermédiaires ne furent-ils que rarement reconnus comme co-producteurs de savoir à part entière par les récipiendaires occidentaux de ces données : explorateurs, militaires, missionnaires, administrateurs-ethnographes<sup>8</sup>. À la veille de la Seconde-Guerre mondiale, ce type de « collaboration » entra dans une nouvelle phase, puisqu'un nombre croissant de chercheurs occidentaux furent mobilisés pour produire des savoirs en vue de « moderniser », voire « développer » l'Afrique. La participation des Africains dans la production de savoirs dans ce cadre fut de plus en plus reconnue et leur professionnalisation encouragée surtout à partir des années 1950<sup>9</sup>. Avant les indépendances, un corpus de recherche en sciences sociales menées de concert par des intellectuels africains

---

<sup>5</sup> Benjamin N. LAWRENCE, Emily L. OSBORN and Richard L. ROBERTS, eds. *Intermediaries, Interpreters, and Clerks. African Employees in the Making of Colonial Africa* (Madison, 2007) ; Helen TILLEY and Robert J. GORDON, eds. *Ordering Africa: Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge* (Manchester, 2007) ; Daouda GARY-TOUNKARA et Didier NATIVEL, dir. *L'Afrique des savoirs au sud du Sahara, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle : acteurs, supports, pratiques* (Karthala, 2012) ; Etienne SMITH et Céline LABRUNE-BADIANE. *Les Hussards noirs de la colonie. Instituteurs africains et « petites patries » en AOF (1913-1959)* (Karthala, 2018) ; Benoît Beucher, *Manger le pouvoir au Burkina Faso. La noblesse Mossi à l'épreuve de l'Histoire* (Karthala, 2017) ; Cassandra Mark-Thiesen, « The "Bargain" of Collaboration : African Intermediaries, Indirect Recruitment, and Indigenous Institutions in the Ghanaian Gold Mining Industry, 1900-1906 », *International Review of Social History*, 57, December 2012 : 17-28.

<sup>6</sup> Pour une analyse critique de la catégorie d'intermédiaire et de leur supposé statut « d'entre-deux culturel » entre monde colonial et société locale, voir Joël GLASMAN, « Penser les intermédiaires coloniaux : Note sur les dossiers de carrière de la police du Togo », *History in Africa*, Vol. 37 (2010), pp. 51-81.

<sup>7</sup> Ronald ROBINSON, « Non-European foundations of European imperialism: sketch for a theory of collaboration », in Roger Owen and Bob Sutcliffe (eds), *Studies in the Theory of Imperialism* (New York 1972). Colin NEWBURY, « Patrons, Clients, and Empire: The Subordination of Indigenous Hierarchies in Asia and Africa », *JWH* 11 (2000), 227-263. Benjamin N. LAWRENCE, Emily L. OSBORN and Richard L. ROBERTS, eds. *Intermediaries, Interpreters, and Clerks. African Employees in the Making of Colonial Africa* (Madison, 2007).

<sup>8</sup> Maria GROSZ-NGATÉ, « Power and knowledge: The representation of the Mande world in the works of Park, Caillié, Monteil and Delafosse », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 28, n°111-112 (1988), pp. 485-511 ; Ed VAN HOVEN, « Representing social hierarchy: Administrators-ethnographers in the French Sudan : Delafosse, Monteil and Labouret », *Cahiers d'Études Africaines*, vol. 30, n°118 (1990), pp. 179-198 ; Cécile VAN DEN AVENNE. *De la bouche même des indigènes. Echanges linguistiques en Afrique coloniale* (Vendémiaire, 2017); Clélia CORET. « Savoirs missionnaires, savoirs d'ethnologues : Production et circulation des premiers savoirs ethnologiques et linguistiques sur les Pokomo (Kenya) à la fin XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle », in Jean-Louis GEORGET, Gaëlle HALLAIR, Bernard TSCHOFEN, dir. *Saisir le terrain ou l'invention des sciences empiriques en France et en Allemagne* (Presses Universitaires du Septentrion, Collection Mondes germaniques, 2017), pp. 113-130 ; Camille LEFEBVRE et Isabelle SURUN, « Exploration et transferts de savoir: deux cartes produites par des Africains au début du 19<sup>e</sup> siècle », *Mappemonde*, n°92 (4-2008), p. 1-24 ; Jean-Hervé JEZEQUEL, « Les professionnels africains de la recherche dans l'État colonial tardif. Le personnel local de l'Institut Français d'Afrique Noire entre 1938 et 1960 », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 1 : 24 (2011), 35-60 ; SMITH et LABRUNE-BADIANE, *op. cit.* ; TILLEY et GORDON, *op. cit.*

<sup>9</sup> Jean-Hervé JÉZÉQUEL, « Voices of Their Own ? : African Participation in the Production of Colonial Knowledge in French West Africa, 1900-1950 », in TILLEY et GORDON, p. 145-172.

et des chercheurs européens commença donc à émerger. Mais la partie africaine de cette production des savoirs reste toujours moins connue que celle de ses homologues européens, tels que les écrits de Georges Balandier ou encore Yves Person, malgré une certaine reconnaissance de leur rôle important comme interlocuteurs et producteurs de savoirs locaux, mais dans des cadres cognitifs encore dominés par les méthodes coloniales<sup>10</sup>. L'importance de cette génération de producteurs de savoir est tout autant à chercher dans leurs productions écrites que dans leur influence intellectuelle et politique dans leur propre milieu<sup>11</sup>. Ces écrits et ces trajectoires personnelles se retrouvent en effet, pour reprendre les termes de Mbembe, à l'interface du cosmopolitisme et des valeurs d'autochtonie<sup>12</sup>.

Par des enquêtes orales (décembre 2016), nous avons pu replacer la production du texte « Histoire locale » dans un contexte familial, social, culturel et politique local, où les procédés de promotion de soi, par le corps<sup>13</sup> et la gestuelle – la machine à écrire étant placée dehors, au centre de la cour – sont centraux. Une analyse de ces procédés de légitimation au sein du village par la création d'un discours savant s'appuie notamment sur les mémoires contemporaines de la famille.

## I. DJIGUIBA CAMARA, UN INTERMEDIAIRE ?

### DES SAVOIRS LOCAUX ET FAMILIAUX AU SERVICE DE L'ADMINISTRATION COLONIALE

#### *Une trajectoire d'intermédiaire marquée par l'ambivalence*

Djiguiba Camara a eu une carrière extrêmement longue et mouvementée qui pourrait présenter de fortes similarités avec le destin du très célèbre Wangrin qu'Ahmadou Hampaté Bâ décrit avec tant d'humour<sup>14</sup>. Djiguiba Camara, au sortir de l'école des fils de chefs, est nommé interprète auxiliaire le 28 février 1900<sup>15</sup>. Son premier poste est à Kérouané où il est déjà à l'époque accusé d'entrave à la politique coloniale en empêchant les contacts entre la population et l'administrateur colonial. Il est ensuite muté à Beyla où il restera jusqu'en 1903, mais pour des « raisons politiques », il est à nouveau muté à Faranah la même année,

---

<sup>10</sup> Gregory MANN, « Anti-Colonialism and Social Science: Georges Balandier, Madeira Keita, and 'the Colonial Situation' in French Africa », *Comparative Studies in Society and History*, 55:1 (2013), 92-119; Bruce BERMAN et John LONSDALE, « Custom, Modernity and the Search for Kihooto : Kenyatta, Malinowski, and the Making of Facing Mount Kenya », in TILLEY and GORDON, 173-198.

<sup>11</sup> JEZEQUEL, « Les professionnels africains ».

<sup>12</sup> Achille MBEMBE, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine* (2000/77), p. 19.

<sup>13</sup> Rejoignant les « techniques de subjectivations » foucaaldiennes étudiées par l'angle du corps dans Jean-François BAYART, Jean-Pierre WARNIER, *Matière à politique : le pouvoir, les corps et les choses*, Paris, Karthala, 2004 ; Jean-Pierre WARNIER, « Pour une praxéologie de la subjectivation politique » [en ligne], in *Matière à politique. Le pouvoir, les corps et les choses* Editions Karthala, 2004, p. 7-31, disponible sur <<https://www.cairn.info/matiere-a-politique-le-pouvoir-les-corps--9782845864580-page-7.htm>>, (consulté le 6 novembre 2018).

<sup>14</sup> Ahmadou Hampaté Bâ, *L'étrange destin de Wangrin ou, Les roueries d'un interprète africain*, Paris, Union générale des éditions, 1973.

<sup>15</sup> Cette biographie s'appuie sur le dossier de plainte adressé par la Ligue des droits de l'homme au nom de Djiguiba Camara au Gouverneur de l'AOF en 1910. Voir FM SG AOF XI/4 Lieutenant Gouverneur *p.i.* de la Guinée française à Gouverneur Général Dakar. Plainte adressée à M. le Gouverneur de l'AOF par la Ligue des droits de l'homme au nom du sieur Djiguiba Kamara, 24 octobre 1910.

où il restera jusqu'en 1907. En 1906, le juge d'instruction près du tribunal de compétences étendues de Haute Guinée découvre que Djiguiba Camara se trouverait lié à une « machination politique ». Il est suspendu le 15 octobre 1907 pendant un mois pour manquement grave. En 1908, il participe à la mission française pour la délimitation de la frontière franco-libérienne, mais il est renvoyé deux mois plus tard, car considéré comme « inutilisable ». Il revient à Faranah en 1908, mais il y est décrit comme « insupportable » car il jette le discrédit sur les fonctionnaires européens auprès des populations du village. À l'insu de l'administrateur, il aurait pris connaissance des archives et des correspondances courantes, et utiliserait de la documentation acquise illicitement pour contourner l'action politique coloniale. Suite à une enquête administrative, il est prouvé qu'il aurait abusé de sa position d'interprète pour exiger des cadeaux de la part des plaignants. Il est révoqué en 1908. Suite à quoi, il est nommé interprète auprès de la justice de paix à compétence étendue de Kankan. En 1910, une affaire l'oppose à un autre interprète colonial : les deux se querellent en s'accusant mutuellement de malversations. L'administrateur de l'époque demande le déplacement de Djiguiba Camara à Kouroussa, ce que ce dernier refuse, d'où sa révocation en 1910.

De 1914 à 1928, il est employé à la succursale de la Banque de l'Afrique Occidentale à Conakry<sup>16</sup>. Date à laquelle il devient chef de canton en remplacement de son frère décédé, basé à Damaro son village natal<sup>17</sup>. Il est dès lors loué par l'administration coloniale pour sa « connaissance parfaite des rouages de l'administration », son abonnement au Journal Officiel de la Guinée, et la « modernité » de sa gestion du canton. Il y introduit la charrue et développe une plantation, avec notamment des caféiers, non endogènes dans la région<sup>18</sup>. Il fait construire pendant la Seconde Guerre mondiale grâce aux travaux forcés une route au niveau du col du Simandougou qui désenclave les villages avoisinants de Damaro.

Fort de sa légitimité de chef de canton auprès de l'administration coloniale, il se présente en 1946 pour la première fois aux élections du Conseil général<sup>19</sup>, mais il n'a dans son canton que très peu de voix en sa faveur. Il est décrit comme « autoritaire et orgueilleux », alors que de nombreux anciens tirailleurs n'apprécient pas son autoritarisme<sup>20</sup>. En 1952, il est élu aux élections de l'Assemblée territoriale comme suppléant de Paul Tétéau sur la liste de « Défense des intérêts ruraux »<sup>21</sup>. Suite au décès de Paul Tétéau en 1952, Djiguiba Camara le remplace<sup>22</sup>. De nouvelles élections sont organisées le 2 août 1953, que remporte Sékou Touré (Parti Démocratique de Guinée-Rassemblement Démocratique Africain) qui devient ainsi conseiller territorial de Beyla (Guinée forestière) contre Dougouti Camara, infirmier de la trypanosomiase, soutenu par Djiguiba Camara. Djiguiba Camara fut donc l'un des premiers opposants de Sékou Touré, qui démarre sa carrière politique à Beyla. Avant l'élection, Sékou Touré était venu demander son soutien public à Djiguiba Camara, à Damaro, dans sa

---

<sup>16</sup> FM SG AOF XI/4 Lettre de Djiguiba Camara du 6 mai 1914 au Ministre des Colonies à Paris.

<sup>17</sup> Archives de Guinée, Conakry. 2D279 cercle de Beyla, n°33, extrait d'un rapport de tournée, M. Augé, mai 1931.

<sup>18</sup> Entretien avec sa dernière femme, à Damaro, le 17 décembre 2016. Entretien avec l'Honorable Ahmadou Damaro Camara, à Conakry le 20 décembre 2016.

<sup>19</sup> Archives de Guinée, Conakry. 2D280.

<sup>20</sup> Le travail forcé est aboli en AOF la même année mais l'application de cette mesure est loin d'être immédiate.

<sup>21</sup> ANG 7D13, Rapport général sur les élections du 30 mars 1952, document daté du 4 avril 1952. Céline PAUTHIER, *L'indépendance ambiguë, Construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010)*, thèse de doctorat sous la direction d'Odile Goerg, Université Paris Diderot, 2014, p. 213. Voir aussi plus largement Mike MCGOVERN, *Unmasking the state. Making Guinea modern*, Chicago, The University of Chicago Press, 2013.

<sup>22</sup> Céline PAUTHIER, *L'indépendance ambiguë*.

concession, mais celui-ci le lui avait refusé<sup>23</sup>. Le PDG-RDA faisait campagne contre les chefferies et leurs abus au début des années 1950 alors que l'élargissement du suffrage donnait soudainement la parole à des administrés jusque-là sans voix.

L'écriture du texte « Histoire locale » fut entamée dès 1928, lorsqu'il est nommé chef de canton, et se poursuit jusqu'à son décès en 1963<sup>24</sup>. Mais ce texte ne semble avoir été finalisé sous forme tapuscrite qu'en 1955, alors qu'il rencontre l'historien Yves Person<sup>25</sup> à qui il fournit une copie en espérant une aide à la publication.

### *La rencontre Djiguiba Camara / Yves Person : savoir ce qui fait « histoire »*

Yves Person fait de Djiguiba Camara l'un de ses meilleurs informateurs, avec lequel il entretient néanmoins une relation de méfiance :

« de Damaro (Simāndugu, cercle de Beyla), décédé en 1967. Ancien grand conseiller, né vers 1885. Fils du célèbre chef Kyéulé il incarne la même tendance que (4)<sup>26</sup>, avec une hostilité plus marquée envers Samori. Cet homme extrêmement bien renseigné ne cachait d'ailleurs pas ses partis pris. Il a rédigé avec une certaine confusion mais beaucoup de détails un « essai d'histoire locale » (110 pages) qu'il n'a pas voulu publier et a communiqué difficilement. Ce document qui supporte bien les recoupements, a été complété et contrôlé au cours d'une série d'interviews. Les héritiers, en Côte d'Ivoire, envisagent de le publier » (Person, *Samori*, tome 3, p. 2194)

Les héritiers dont il est question dans cette description de la bibliographie font référence à El Hadj Daouda Damaro Camara, l'un des fils de Djiguiba Camara, qui a effectivement émigré en Côte d'Ivoire pour fuir le régime de Sékou Touré et qui écrit à Yves Person à plusieurs reprises entre 1968 et 1972 pour solliciter son soutien pour la publication du manuscrit<sup>27</sup>. Dans le texte de Person, le texte de Djiguiba Camara est l'une des sources africaines les plus citées : c'est un contrepoids aux archives coloniales, et aux récits français plus globalement. Yves Person se sert ainsi d'*Histoire locale* (numéroté 5 dans toute la thèse de Person) pour contrebalancer les descriptions jugées « grand-guignolesques » de Marie-Étienne Péroz<sup>28</sup>, à propos du siège de Sikasso et de la chute des frères de Samori :

« Les circonstances de la mort des frères de Samori sont obscures. Le seul point

---

<sup>23</sup> Sékou Touré vient tout juste de prendre la direction du PDG-RDA : il vient certainement chercher un appui local en sollicitant l'appui de Djiguiba Camara.

<sup>24</sup> Entretiens avec son fils El Hadj Daouda Damaro Camara, à Conakry, du 15 au 23 décembre 2016.

<sup>25</sup> Yves Person a fait l'objet nombreuses publications consécutives : BECKER Charles, COLIN Roland, DARONIAN Liliane, et al. (éd.), *Yves Person, un historien de l'Afrique engagé dans son temps: actes du colloque international tenu à Paris les 20-21 juin 2013*, Paris, Karthala, 2015 ; BAMBA Sekou (éd.), *Minorités et impérialismes: de la Bretagne au Monde : Yves Person. Ar pobloù bihan hag an impalaerezhioù : eus Breizh d'ar Bed*, Morlaix, Skol Vreizh, 2016 ; PERSON Yves, FAUVELLE-AYMAR François-Xavier, PERROT Claude-Hélène, *Historien de l'Afrique, explorateur de l'oralité*, Les classiques de la Sorbonne, Paris, Editions de la Sorbonne, 2018. Nous tenons à remercier la famille d'Yves Person qui a toujours été attentive à la diffusion de son œuvre, et nous remercions plus particulièrement ici Joël Person, son fils, qui a été d'une grande aide.

<sup>26</sup> Les numéros sont attribués par Yves Person à ses informateurs. Djiguiba Camara étant le numéro 5, le numéro 4 est Bangali Kamara de Lenko, « Bambadugu, cercle de Beyla, famille du premier beau-père de Samori. Sa tendance est celle des « oncles » Kamara qui ont donné au conquérant les moyens de ses premières victoires, mais s'en sont parfois repentis », Yves Person, *Samori, op. cit.*, p. 2194.

<sup>27</sup> Lettres d'Yves Person à El Hadj Daouda Damaro Camara, datées du 2 mars 1968 et du 14 avril 1972, archives personnelles d'El Hadj Daouda Damaro Camara.

<sup>28</sup> Marie-Étienne Péroz, *Au Niger : récits de campagnes*, 1891-1892, Paris, Calmann Lévy, 1895, p. 124.

certain est qu'ils n'ont pas été tués à l'occasion d'une bataille importante. Selon une version, ils ont été surpris alors qu'ils s'étaient aventurés loin de leur sanyé en chassant [5]. [...] La scène grand- guignolesque où Péroz nous peint Tyèba faisant déchiqueter les frères de Samori durant toute une journée paraît n'être qu'un artifice littéraire » Yves Person, note 75 p. 794.

Yves Person utilise ici une source africaine pour remettre en cause l'écriture de l'histoire opérée par les « vainqueurs »<sup>29</sup>. En quelques sortes, on pourrait dire qu'Yves Person propose, avant l'heure, une histoire « à parts égales »<sup>30</sup> et une histoire « par le bas ». Cependant, il est tout à fait significatif que les informateurs indigènes ne soient mentionnés que par des numéros tandis que les sources européennes bénéficient, elles, d'une référence complète. Néanmoins, la démarche était pour l'époque extrêmement novatrice, participant à l'émergence d'un courant de recherches sur les sources orales<sup>31</sup>.

Aujourd'hui, les descendants reprochent à Yves Person d'avoir pillé le texte de leur aïeul et l'accusent même de l'avoir plagié. Le statut de l'informateur<sup>32</sup> entre ici en concurrence avec celui d'auteur : la « fabrique des savoirs », et surtout ici, la mémoire de la production du savoir colonial<sup>33</sup> mais également familial, est un lieu de conflit et de ressentiment. L'attaque par les héritiers est d'autant plus virulente que ce savoir fait corps avec le patrimoine familial, le texte est considéré comme un héritage familial qu'il s'agit de défendre coûte que coûte. L'importance familiale donné à ce texte n'est sans doute pas étrangère aux mises en scène orchestrées du vivant de Djiguiba autour de la rédaction de ses écrits et aux injonctions faites par Djiguiba, en particulier à son fils Daouda, de continuer cette œuvre de collecte des savoirs locaux, comme nous le verrons dans la quatrième partie de l'article. Il y a donc une vraie ambiguïté autour de cette rencontre entre Yves Person et Djiguiba Camara : tandis que le premier participe à un mouvement de légitimation des sources africaines, le second nourrit un ressentiment à l'encontre de l'administrateur colonial, ne se sentant pas assez reconnu en tant qu'historien à part entière. Ce sentiment de frustration est transmis à la génération suivante : l'on peut ainsi parler d'une rencontre ratée, ou à tout le moins ambivalente, autour de ce qui fait l'histoire et de ce qui fait l'historien<sup>34</sup>.

---

<sup>29</sup> Michel de CERTEAU, *L'écriture de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1975.

<sup>30</sup> Romain BERTRAND, *L'histoire à parts égales : récits d'une rencontre Orient-Occident, (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Seuil, 2014.

<sup>31</sup> Jan VANSINA, *De la tradition orale : essai de méthode historique*, 36, Musée royal de l'Afrique centrale, 1961. Voir notre analyse dans le journal *Libération* de cette rencontre entre un historien et un chef de canton, Elara Bertho, Marie Rodet, « Djiguiba Camara : interprète de l'histoire de Samori Touré », *LibérationAfrica4*, série « L'interprète », mis en ligne le 7 mars 2018, <http://libeafrica4.blogs.liberation.fr/2018/03/07/djiguiba-camara-interprete-de-lhistoire-de-samori-toure/>, consulté le 24 mai 2018.

<sup>32</sup> Benjamin N. LAWRENCE, Emily Lynn OSBORN, Richard L. ROBERTS, *Intermediaries, Interpreters, and Clerks: African Employees in the Making of Colonial Africa*, op. cit.

<sup>33</sup> Il s'agit ici plutôt en effet de la mémoire contemporaine des savoirs coloniaux (Sophie DULUCQ, *Écrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Karthala, 2009. Daouda GARY-TOUNKARA, Didier NATIVEL (éd.), *L'Afrique des savoirs au sud du Sahara, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle: acteurs, supports, pratiques*, op. cit.).

<sup>34</sup> Sur la pratique de l'histoire en Guinée dans les années 1960 et 1970, et pour une analyse du parcours de Djibril Tamsir Niane, voir David C. CONRAD, « Bold Research During Troubled Times in Guinea: The Story of the Djibril Tamsir Niane Tape Archive », *History in Africa* 37 (2010), p. 355-378.

## II. « HISTOIRE LOCALE », UN TEXTE HYBRIDE : GENEALOGIE ET LEGITIMITE DE L'ECRITURE SCIENTIFIQUE

Au centre du débat se trouve avant tout la place de l'écrivain (l'écrivant) : pour Djiguiba Camara, c'est la famille et surtout la généalogie qui lui confère dignité et autorité, que ce soit politiquement ou scientifiquement.

Le texte lui-même se présente sous la forme d'un tapuscrit de 110 pages numérotées, qui comporte des feuillets manquants<sup>35</sup> et certaines pages numérotées en double<sup>36</sup>. De nombreuses annotations marginales sont sans doute dues à Yves Person, à en juger par l'écriture, qui viennent préciser une date, infirmer ou confirmer une information, ou encore renvoyer par un code de couleurs aux différentes parties de la thèse *Samori, une révolution dyula*. Il est sur du papier pelure jusqu'à la page 101, puis sur du papier normal. Il présente des mythes, des récits, des légendes de la région : la fondation de Moussadoukou, le destin de Farin Kaman, des codes de conduite et d'honneur. La plus grande partie du texte est consacrée aux guerres précoloniales et notamment à l'accession au pouvoir de Samori Touré, avant ses premières confrontations avec les Français en 1880<sup>37</sup>. Le dernier quart analyse les affrontements entre les troupes samoriennes et les troupes françaises et britanniques en abordant la délicate question de la trahison de la famille Camara envers Samori Touré et du ralliement de la région aux Français. Ce texte reste peu référencé et difficile à manier. Néanmoins, il nous laisse suffisamment d'indices pour que nous puissions dégager de nombreuses informations sur son contexte de production.

Le texte liminaire, « Notice à mon ami », fournit un destinataire que Djiguiba Camara ne nomme pas explicitement. Dans le texte, il en énumère de nombreux traits descriptifs : il s'agit de son ami d'enfance (« Ensemble, nous avons fréquenté les écoles »), formé comme lui à l'école française (« tous deux nourris à l'École Française »), qui a pu faire le pèlerinage à la Mecque (« Moi Chef, vous ayant fait le pèlerinage sacré »), appartenant à l'élite sociale (« Vous fils de notable... »), mais qui est décédé au moment de la rédaction du texte, en 1955 (« Ce que vous auriez pu lire ici, si vous viviez », et plus loin « Je vous dédie ce livre en témoignage de notre amitié que la mort n'a pas pu détruire »). Il est très probable que ce destinataire mis en avant dès l'initiale du texte soit le collègue interprète avec lequel Djiguiba Camara s'était brouillé en 1910, nommé dans les archives coloniales Fodé Dountzou, connu dans la famille sous le nom Kefin Dozo<sup>38</sup>, brouille qui avait abouti à la radiation de Djiguiba Camara<sup>39</sup>. C'est suite à cette radiation que Djiguiba Camara se plaint auprès de la Ligue des droits de l'homme pour obtenir réparation du préjudice causé, mais il sera finalement débouté par le Conseil d'État en 1924<sup>40</sup>. Cette affaire a causé une longue animosité entre les deux amis d'enfance, qui ne sera résolue que trente ans plus tard, suite à l'intervention d'un imam<sup>41</sup>. Cette adresse semble confirmer cette réconciliation entre les deux hommes.

Il nous semble pourtant qu'il existe un destinataire secondaire, implicite ou caché, auquel

---

<sup>35</sup> Pages 79, 91, 95 et 103 du tapuscrit.

<sup>36</sup> Page 29 en bis et ter.

<sup>37</sup> P. 88 du tapuscrit.

<sup>38</sup> Confirmé par son fils El Hadj Daouda Damaro Camara, entretiens à Conakry, le 22 décembre 2016.

<sup>39</sup> FM SG AOF XI/4 Lieutenant Gouverneur *p.i.* de la Guinée française à Gouverneur Général Dakar. Plainte adressée à M. le Gouverneur de l'AOF par la Ligue des droits de l'homme au nom du sieur Djiguiba Kamara, 24 octobre 1910.

<sup>40</sup> Recueil des arrêts du Conseil d'État, 1924 (SER 2, T94), p. 718.

<sup>41</sup> Entretien avec El Hadj Daouda Damaro Camara, à Conakry, le 23 décembre 2016.

s'adresse Djiguiba Camara de manière plus ou moins consciente : il s'agit de la figure du chercheur européen, et peut-être Yves Person. Est-ce que ce document n'a pas été typographié suite à la demande d'Yves Person lorsqu'il était administrateur en tournée dans la région, de pouvoir y accéder ?<sup>42</sup> L'on peut reconstituer ce dialogue second en prenant appui sur la construction du point de vue, dans le tapuscrit.

Notons tout d'abord que la Notice propose un pacte de lecture qui engage deux sources d'authentification différentes, et se rattache à deux traditions discursives que l'on a l'habitude d'opposer, et qui recourent la double destination du texte que nous venons de mentionner. D'une part, il s'agit de dresser une histoire du pays capable de rivaliser avec l'historiographie occidentale. Ainsi affirme-t-il dès les premiers paragraphes : « J'ai écrit sur le passé de nos pères », mais ceux-ci sont peu valorisés, déformés qu'ils sont par le discours colonial : « Ils sont mal connus, ces ancêtres. [...] La civilisation, avec son inexorable optimisme, introduit des mœurs nouvelles qui tendent à tout voiler, à tout déformer, même les hommes ». Dès lors, l'auteur ressent le besoin d'apporter une nouvelle légitimité à ces ancêtres, en apportant des sources nouvelles (« mon but était de faire connaître certaines erreurs, de relever certaines déficiences dues à un manque de documentation pure »). Ces dernières permettant de contrer le discours historique porté par l'Europe qui tend à dévaluer les héros africains, tels que Soundiata, Samory, El Hadj Oumar, que l'auteur cite dès les premières lignes de son texte (« Devant la montée des concepts européens, notre devoir [...] est d'aider à nous comprendre pour nous aimer »). Il s'agit ici, au sens strict, d'établir une contre-écriture de l'histoire coloniale, une véritable histoire postcoloniale<sup>43</sup>, pourrait-on dire, du moins dans son intention. D'autre part, et de manière concomitante, il légitime son entreprise en se réclamant d'une tradition authentique et locale (sa parole « puise ses sources et ses pouvoirs dans la volonté ancestrale »). Cette double légitimation influe sur l'écriture de l'histoire. Il s'agirait donc d'écrire une histoire de la région en adoptant tout à la fois des critères de l'historiographie occidentale, tout en prenant appui sur la tradition orale et la mémoire africaines.

Cette légitimation par la généalogie reste centrale encore aujourd'hui dans les discours familiaux : Son fils Daouda a retracé à la main l'arbre généalogique de la famille remontant au 13<sup>ème</sup> siècle et qui trône dans la concession familiale à Damaro. Lui, comme les autres membres de la famille, rêpent à l'envie que rares sont les familles aujourd'hui en Guinée qui peuvent retracer leur lignée familiale jusqu'au 13<sup>ème</sup> siècle (voir photo 1). Prochainement, cet arbre généalogique doit être placé dans le musée en cours de construction à Damaro dédié à l'histoire du village<sup>44</sup>.

Photo 1 : L'arbre généalogique des Camara de Damaro. Présenté ici par Daouda Damaro Camara aux auteurs.

---

<sup>42</sup> Le document original qui n'a pu être en effet retrouvé fut rédigé à la main, en plusieurs étapes, sans doute à l'aide de plusieurs brouillons. Le tapuscrit de 1955 fut typographié la même année par l'un des fils de Djiguiba Camara, étudiant à Dakar, lors de ses congés à Damaro. Entretien avec El Hadj Daouda Damaro Camara, entretiens à Conakry, le 22 décembre 2016.

<sup>43</sup> Sur le *writing back*, voir Bill ASHCROFT, Gareth GRIFFITHS, Helen TIFFIN, *L'Empire vous répond: théorie et pratique des littératures post-coloniales*, trad. Jean-Yves SERRA, trad. Martine MATHIEU-JOB, Sémaphores, Pessac, Presses universitaires de Bordeaux, 2012.

<sup>44</sup> La reproduction sur poster plastifié de la généalogie de la famille établie par Djiguiba Camara et Daouda Camara est due à Jan Jansen, que nous tenons ici à remercier pour son soutien indéfectible au cours de ce projet de recherches et pour ses nombreux encouragements.

### III. PRATIQUES D'ÉCRITURES ET MISES EN SCÈNE DE SOI :

#### LA FAMILLE AU CŒUR DU POLITIQUE

##### *Un prestige local.*

À partir de nos entretiens avec la famille de Djiguiba Camara, il s'est agi de reconstituer la pratique d'écriture de l'auteur – et notamment la manière dont il se mettait en scène, écrivant, au milieu de la cour de sa concession, elle-même située au centre du village. Le chef de canton prenait soin en effet de donner un cadre public à son écriture : géographiquement, il était au cœur de sa concession et du village, sous l'arbre, ou encore sous la véranda de sa maison qui était le bâtiment principal et le seul de forme carrée, tandis que les cases de ses femmes formaient un demi-cercle délimitant la cour. Dans les deux cas, cela supposait donc de sortir la table de travail à l'extérieur. Mawa Koné, l'une des dernières femmes de Djiguiba encore en vie<sup>45</sup>, atteste de ce rituel qui semble avoir été une véritable exposition de « *literacy event* » au sens que lui donne Shirley Brice Heath<sup>46</sup> : ici, l'événement d'écriture savante est performé devant un public familial et villageois. Par ailleurs, ses fils se souviennent d'avoir contribué à retranscrire à la main ou à la machine certains passages, à partir de ses notes. Une telle exhibition de la pratique de l'écrit – alors que son entourage ne savait pas le plus souvent *ce* qu'il écrivait<sup>47</sup> – avait pour but de se construire localement à la fois comme un lettré et un homme de pouvoir. La forme, la mise en scène et le contenu ont donc ici tout autant d'importance car ils permettent de combiner cette triple légitimation familiale, politique et de chercheur en une seule posture publique<sup>48</sup>. L'écriture n'est pas et ne se veut pas ici un processus intime au sein de la concession familiale mais un acte éminemment public et politique dans une cour où Djiguiba reçoit ses administrés. Se construisait ainsi l'*ethos* du lettré dans une posture d'autorité accrue par son statut de chef de canton et de fils de Kéoulé Camara.

Il est bon ici de rappeler la position particulière de son auteur qui est loin d'être juste l'informateur anodin que les références lapidaires données par Yves Person pourraient laisser supposer à un lecteur non averti. Comme déjà mentionné, Djiguiba Camara a eu une longue carrière d'intermédiaire colonial. La position des intermédiaires a souvent été étudiée selon le schéma d'analyse dichotomique résistance/collaboration. Ce texte, de même que la carrière de Djiguiba Camara, montrent le caractère simpliste de cette opposition et permet au contraire d'analyser les zones floues dans lesquelles les intermédiaires se révèlent tout aussi bien maîtres de la manipulation et profiteurs que fiers représentants d'un système qui leur a permis d'accomplir des parcours singuliers. Ces auxiliaires de la colonisation essayent de s'adapter autant que faire se peut à l'appareil colonial pour en tirer le maximum d'avantages,

---

<sup>45</sup> Djiguiba Camara avait seize femmes. Entretien avec Mawa Kone, Damaro, dimanche 19 décembre 2016.

<sup>46</sup> Shirley Brice HEATH, Brian V STREET, *On ethnography: approaches to language and literacy research*, New York, Teachers College Press, 2008. Fanny DELBREILH, « Les notions de speech event et literacy event dans l'ethnographie de la communication et les Literacy Studies », *Langage et société* (2012/139), p. 83-101.

<sup>47</sup> Mawa Koné déclare ainsi qu'il ne s'ouvrait pas avec elle, ni ses autres femmes, de ses travaux administratifs ou de recherche sur l'histoire locale. Ses fils, mis à part Daouda qui reprit le manuscrit par la suite, ne semblent pas non plus avoir une vision claire de ce qu'il écrivait.

<sup>48</sup> Voir J. Derrida (*Grammatologie*) commentant et critiquant sévèrement C. Lévi-Strauss à partir de la « leçon d'écriture » sur le rapport entre la *forme* de l'écrit et sa relation à une violence symbolique, en dissociant les fins intellectuelles et les fins sociologiques de la pratique de l'écriture (« l'écriture ne se pense pas hors de l'horizon de la violence intersubjective » conclut-il). Sans entrer dans le débat, notons simplement que Djiguiba Camara joue de la domination symbolique dans sa mise en scène publique de l'écrit (comme s'en souviennent ses femmes), tout en manipulant également les fins intellectuelles de l'écrit, dans sa relation avec Yves Person notamment.

et notamment un certain degré de respectabilité envers les populations locales grâce à des *stratégies de notabilisation*<sup>49</sup>. Il est donc essentiel de re-situer Djiguiba Camara et ce manuscrit dans des contextes sociaux, économiques et politiques spécifiques montrant la pluralité et la diversité de son expérience d'intermédiaire-historien.

Tout d'abord l'existence même de ce texte montre la diversité des rôles remplis par les auxiliaires, les intermédiaires, essentiellement masculins, et leurs pratiques du fait colonial. Par intermédiaires, nous entendons les colonisés qui occupaient un poste subalterne dans l'administration coloniale ou du moins dont la tâche consistait à faire le lien entre colonisateurs et colonisés, définition large qui permet d'inclure dans cette catégorie aussi bien les interprètes africains, que les employés de bureau, les secrétaires, les écrivains publics, les instituteurs, et dans le cas qui nous intéresse : les chefs de canton, puisque Djiguiba Camara commence à rédiger « Histoire locale » et à collecter des informations à cet effet à partir de sa nomination comme chef de canton du Simandougou en 1928 sur incitation de l'administrateur colonial de l'époque<sup>50</sup>.

Son rôle comme interprète dans la première partie de sa vie d'intermédiaire recouvre bien le rôle central joué par ceux-ci sur la période 1870-1918 dans les régions nouvellement colonisées, période pendant laquelle ils purent développer une grande autonomie et connaître une variété dans leur emploi : Djiguiba Camara fut interprète non seulement auprès de divers administrateurs coloniaux, mais également auprès de la justice de paix à compétence étendue. En 1908, il participe pour quelques mois à la mission française pour la délimitation de la frontière franco-libérienne<sup>51</sup>. Les limites budgétaires des colonies et les difficultés de recrutement du personnel européen devaient rendre le recrutement d'auxiliaires africains indispensable pour maintenir un édifice colonial à moindre coût<sup>52</sup>. L'administration ne pouvait pas en effet faire autrement que de former et de s'appuyer sur des employés coloniaux africains pour remplir les tâches administratives quotidiennes, ce qui devait grandement compliquer le projet de domination coloniale. Ces auxiliaires avaient en effet la possibilité d'acquérir des compétences, des connaissances et une certaine source d'autorité et de pouvoir, les conduisant à développer des stratégies propres d'accumulation. Le dossier de Djiguiba Camara laisse entrevoir ces stratégies d'accumulation à tous ces niveaux. Mais ce tapuscrit permet également de montrer que l'accumulation matérielle n'était pas forcément le principal objectif des intéressés. Il aide à replacer la trajectoire des intermédiaires moins dans leur rapport avec l'administration que dans un processus de patrimonialisation et de « notabilisation » avant tout locale.

La carrière de Djiguiba suit en quelque sorte l'évolution du rôle et de la position des intermédiaires dans l'édifice colonial sous l'impact de la bureaucratisation coloniale, de la mise en place de mesures de contrôle et du développement de l'alphabétisation. Cette nouvelle donne limite le champ d'activités des intermédiaires, notamment pour la période 1921-1952.<sup>53</sup> Ces changements obligent les intermédiaires à s'adapter à un environnement

---

<sup>49</sup> Emily L. OSBORN, « Interpreting Colonial Power in French Guinea. The Boubou Penda-Ernest Noirot Affair of 1905 », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, pp. 56-76; Jean-Hervé JÉZÉQUEL, « « Collecting Customary Law » : Educated Africans, Ethnographic Writings, and Colonial Justice in French West Africa », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, p. 139-158.

<sup>50</sup> Entretiens avec son fils El Hadj Daouda Damaro Camara, à Conakry et Damaro, du 15 au 23 décembre 2016.

<sup>51</sup> FM SG AOF XI/4 : Lettre (copie) Lieutenant-gouverneur p.i. Guinée Française à Gouverneur Général Dakar, 24 octobre 1910. Plainte adressée à M. le Gouverneur de l'A.O.F. par la ligue des droits de l'homme au nom du Sieur Djiguina Kamara contre M. l'Administrateur FIGAROL.

<sup>52</sup> Andreas ECKERT, « Cultural Commuters. African Employees in Late Colonial Tanzania », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, pp. 248-269; Martin Klein, « African Participation in Colonial Rule : The Role of Clerks, Interpreters, and Other Intermediaries », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, pp. 273-288.

<sup>53</sup> LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, p. 29.

administratif plus formellement codifié, leur succès dépendant désormais davantage de leur capacité à comprendre et à manipuler l'appareil administratif colonial pour faire avancer leur carrière.

Mais ce tapuscrit montre également que même si la position des intermédiaires évolue au cours du vingtième siècle, ils n'en continuent pas moins d'être des « médiateurs culturels », des « *cross-cultural brokers* »<sup>54</sup>. Ils sont dans des va-et-vient permanents entre colonisateurs et colonisés. Ils les effectuent tout en créant leur propre monde par le développement de stratégies souvent triangulaires d'adaptation<sup>55</sup>, notamment grâce au « *bargain of collaboration* »<sup>56</sup>. Ils développent un monde hybride fait de bricolages, d'adaptation et de rejet de ce que peuvent leur offrir leur propre culture et le nouvel environnement colonial<sup>57</sup>. Le développement de ce nouvel espace représente une sorte de « synthèse » entre pratiques précoloniales, coloniales et européennes et aboutit dans certains cas à l'émergence d'une classe moyenne qui reprendra les rôles du pouvoir aux indépendances. Si l'abolition de la chefferie de canton par Sékou Touré le 31 décembre 1957 coupe court aux aspirations de perpétuation de leur position de notables, la famille Camara n'en demeure pas moins jusqu'à aujourd'hui une famille toujours impliquée politiquement en Guinée<sup>58</sup>. Cette remarque est généralisable : en dépit de l'abolition de la chefferie et de la répression des élites après l'indépendance, nombre de familles aristocratiques ont su maintenir leur position.

Les intermédiaires sont également au cœur de la production du savoir local et colonial. Ils ont dû apprendre très tôt à utiliser et à adapter les concepts européens à leur propre culture pour codifier les coutumes africaines de manière intelligible pour l'administration coloniale. La description des coutumes dans le tapuscrit peut être vue dans la lignée de l'établissement des « grands coutumiers » des années 1930 dans les colonies africaines. Dès les débuts de la colonisation, les différents administrateurs s'attèlent à un recensement exhaustif des coutumes juridiques en vigueur dans leur cercle afin de rédiger des coutumiers qui doivent les assister dans la gestion des populations et en particulier dans l'administration de la justice<sup>59</sup>. Les administrateurs ne connaissant que peu le droit coutumier local, les assesseurs exercent un grand pouvoir sur l'établissement de jurisprudences spécifiques, non dénuées de certaines formes d'invention de la tradition ; ces opérations s'effectuent d'autant plus facilement que l'administration est peu encline à réformer un jugement<sup>60</sup>.

Leur connaissance de la culture européenne et de ses catégories socioculturelles permet aux intermédiaires, selon les besoins, de contrôler, de créer et de transformer l'information et les renseignements. La gestion efficace des flux d'information requiert de leur part des actions cohérentes que des intérêts concurrents risquent à tout moment de remettre en cause, de même qu'une attention et une adaptation permanentes à des environnements colonial et africain qui peuvent changer leurs alliances du jour au lendemain avec toujours le risque de

---

<sup>54</sup> Ibid, p. 21.

<sup>55</sup> Roger S. LEVINE, « An Interpreter Will Arise. Resurrecting Jan Tzatzoe's Diplomatic and Evangelical Contributions as a Cultural Intermediary on South Africa's Eastern Cape Frontier, 1816-1818 », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, pp. 37-55.

<sup>56</sup> Ronald ROBINSON, « Non-European foundations of European imperialism: sketch for a theory of collaboration », in Roger OWEN and Bob SUTCLIFFE (eds), *Studies in the Theory of Imperialism* (New York 1972), pp. 117-142.

<sup>57</sup> ECKERT, pp. 248-269.

<sup>58</sup> L'Honorable Ahmadou Damaro Camara qui a eu la gentillesse de faciliter notre séjour en Guinée en décembre 2016 est présentement conseiller spécial du Président guinéen Alpha Condé et Président du groupe parlementaire de la majorité parlementaire à l'assemblée guinéenne.

<sup>59</sup> Marie RODET, « Genre, coutumes et droit colonial au Soudan français (1918-1939) », *Cahiers d'Études Africaines* 187-188 : Femmes, droit et justice, pp. 583-602.

<sup>60</sup> Ruth GINIO, « Negotiating Legal Authority in French West Africa : The Colonial Administration and African Assessors, 1903-1918 », in LAWRENCE, OSBORN et ROBERTS, pp. 115-138.

perdre son statut, d'où l'importance de laisser une trace écrite qui pourra être une source de légitimation pour les générations futures. On a vu comment Djiguiba a été radié de l'administration à cause d'une dispute avec un autre collègue interprète.

Le manque de personnel et de moyens oblige l'administration à s'appuyer de manière systématique sur les chefferies dites « traditionnelles » pour mieux administrer de vastes territoires difficilement contrôlables autrement. La grande dépendance de l'administration coloniale envers les interprètes et les chefs ne peut qu'encourager la formation d'un « *circle of iron* », empêchant toute remontée directe de l'information vers l'administrateur colonial. Les auxiliaires se révèlent bientôt les acteurs essentiels du maintien de l'appareil d'État colonial et se montrent capables de l'influencer de l'intérieur et de se réapproprier la violence coloniale à leurs propres fins<sup>61</sup>. Djiguiba Camara a ainsi recouru de manière systématique au travail forcé colonial pour développer son canton. Le pouvoir grandissant de ces intermédiaires n'est pas sans inquiéter l'administration coloniale qui ne réussit pourtant que rarement à les contrôler. Djiguiba Camara est régulièrement critiqué par l'administration coloniale en tant que chef de canton mais ne fut jamais démis de ses fonctions jusqu'à l'abolition des chefferies de canton en 1957 par Sékou Touré.

Même si ce tapuscrit est le produit de différentes interactions entre deux mondes, il n'en demeure pas moins que l'origine sociale, l'appartenance culturelle et le caractère propre de son auteur en font un document unique et original qui par de nombreux aspects s'avère très éloigné de la monographie coloniale. En effet, même si Djiguiba Camara est incité à écrire ce document par un administrateur colonial au départ, sa destinée montre que celui-ci dépasse bien largement le cadre colonial, puisque Djiguiba continuera à travailler à sa rédaction sur plus de trente ans, jusqu'à sa mort en 1963. Il semble donc écrire avant tout ce manuscrit pour sa communauté d'origine et pour préserver un système idéologique, dont lui-même, en tant qu'intermédiaire colonial, est le plus à même de pouvoir évaluer la disparition progressive.

Enfin si ce tapuscrit fait partie d'une stratégie plus globale de « notabilisation », il ne révèle qu'une partie de ce processus. Le tapuscrit ne permet pas notamment d'appréhender le rôle joué par les femmes dans le processus de notabilisation. Le tapuscrit ne mentionne quasiment pas de données personnelles sur la vie de l'auteur si ce n'est sa généalogie. Or, Djiguiba Camara avait seize femmes. Ce nombre est non seulement révélateur de son statut social et politique mais il montre aussi en filigrane l'importance que pouvait revêtir le mariage dans les stratégies de respectabilité des intermédiaires. On parle ainsi souvent de l'importance de la famille dans les réseaux sociaux mis en place par les intermédiaires, mais, derrière le mot « famille », on oublie bien souvent les femmes : ne jouaient-elles pas un rôle de médiation, ne profitaient-elles pas comme leur mari de leur contact avec l'administration, ne mettaient-elles pas en place des stratégies similaires d'accumulation ? Le tapuscrit ne nous permet malheureusement pas de répondre à ces questions. Les entretiens menés en Guinée en décembre 2016 avec les femmes encore vivantes de Djiguiba, et certains des enfants, attestent certes que les femmes ne se sentaient pas forcément concernées par le travail de leur mari, mais certaines de ces unions n'en furent pas moins « politiques » comme celle entre Djiguiba et une native de Côte d'Ivoire après le départ de son « mari » militaire français de la conquête en Guinée<sup>62</sup>.

### ***Des raisons politiques.***

---

<sup>61</sup> OSBORN, pp. 56-76.

<sup>62</sup> Entretien avec Mawa Koné, Damaro, dimanche 19 décembre 2016. Entretiens avec El Hadj Daouda Damaro Camara, à Conakry et Damaro, du 15 au 23 décembre 2016.

En 1955, Djiguiba Camara est en difficulté lors des élections prochaines. Bien noté par ses supérieurs pendant l'entre-deux guerres, tout change dans les années 1950, comme le montrent ces deux rapports contradictoires, à vingt ans d'intervalles :

« Le chef de canton DJIGUIBA KAMARA a été nommé en Juillet 1928 en remplacement de son frère décédé. C'est un homme plein d'allant, parlant très bien le français qu'il écrit couramment, (il a été comptable à la B.A.O.) se souciant de l'avenir et de l'évolution économique du pays qui lui a été confié. Il connaît parfaitement tous les rouages de notre administration et se tient au courant de la réglementation locale à l'aide du Journal Officiel de la Guinée auquel il est abonné utilement, car il est apte à comprendre parfaitement les textes qui y sont insérés. DJIGUIBA KAMARA est donc un collaborateur précieux à tous les points de vue, c'est le chef moderne ou plus exactement le chef de l'avenir. (...) » M. Augé, Cercle de Beyla, N°33, Extrait de rapport de tournée – Mai 1931

Djiguiba Camara est nommé chef de canton en 1928, et son territoire est progressivement agrandi, aux dépens d'autres chefs voisins, par l'administration française, qui voit en lui le parfait représentant du chef local, relais indigène du pouvoir français. Lettré, informé, il encourage le développement de la charrue dans son cercle, et s'acquitte des impôts de manière régulière. En 1946, tout est bouleversé, alors que les administrés se mettent à voter :

« SIMANDOUGOU. Ce canton, le plus important du cercle, est à surveiller de près. DJIGUIBA CAMARA est certes de la classe des Grands Chefs ; mais il est autoritaire et orgueilleux ; il n'est pas très aimé de ses administrés, s'étant présenté au Conseil Général, il n'a eu dans son canton que très peu de voix en sa faveur ; il y a en outre pas mal de rivalités de famille, et les anciens Tirailleurs, nombreux dans ce canton, ne paraissent pas apprécier l'autoritarisme de DJIGUIBA. Ce dernier, intelligent, a bien compris que les temps anciens étaient révolus ; mais dans le fond, il nous rend responsable de cet état de fait, et ne met aucune bonne volonté à se rapprocher de ses administrés (...). » Cercle de Beyla, Rapport politique annuel 1946

En 1955, il fait dactylographier ses notes manuscrites à la suite d'une série d'élections, où le PDG-RDA commence à se signaler dans sa région.

Tour à tour intermédiaire modèle puis chef rusé et rebelle, Djiguiba Camara écrit surtout pour se légitimer localement, en vue des élections : son ancrage dans la tradition orale, et ses nombreuses références dans le texte à une tradition longue de la chefferie, sont des arguments en réalité politiques, afin de justifier sa candidature dans un contexte bien spécifique.

Cette dimension immédiatement politique de la mise en scène de soi écrivant informe donc la teneur du texte produit. Cela explique l'ambivalence de la figure de Samori Touré<sup>63</sup> qui a une place tout à fait particulière dans le document, à la fois loué comme grand chef et mis à distance comme tyran esclavagiste. Il est important de comprendre que pour Djiguiba Camara, lui reprocher sa cruauté, c'est préserver la doxa véhiculée par l'administration française et tenir compte du basculement politique de son père qui pactise avec les Français en 1893 : en un mot, c'est être politiquement correct. Mais dans le même temps, admirer l'homme d'État, l'administrateur, le stratège, c'est rappeler que sa région a été le berceau de l'empire, et donc affirmer symboliquement la préexistence d'un pouvoir Camara à l'administration coloniale (incarnée par ailleurs par Yves Person) : c'est alors s'instituer

---

<sup>63</sup> Elara BERTHO, *Mémoires postcoloniales et figures de résistants africains dans la littérature et dans les arts. Nehanda, Samori, Sarraounia comme héros culturels*, Thèse de doctorat, sous la direction de Xavier Garnier, Paris 3 - Sorbonne Nouvelle, Paris, 2016.

comme seul chef légitime dans le cadre particulier des élections. Et les deux positions vis-à-vis de Samori Touré ne sont pas antithétiques, contrairement à ce que nous pouvions penser lors d'une première lecture. Loin d'être une palinodie, cette double caractérisation correspond au double public pensé implicitement lors de l'écriture<sup>64</sup>.

#### IV. LE DEVENIR DU TEXTE : SOIXANTE ANS DE REMANIEMENTS.

##### UNE FAMILLE ENTIÈRE ENGAGÉE DANS L'ÉCRITURE DE L'HISTOIRE

À la fin de sa vie, Djiguiba confie son texte à son fils El Hadj Daouda Camara et l'enjoint à continuer son œuvre. Daouda prend très à cœur cette mission de sauvegarde du patrimoine familial par ce texte, qu'il continuera à remanier pendant plus de soixante ans, jusqu'à notre rencontre où il effectue pour l'occasion son premier tirage papier en décembre 2016. Afin de poursuivre cette œuvre pendant plus de soixante ans, Daouda a correspondu avec de nombreux chercheurs, notamment Yves Person, Denise Bouche, Ahmadou Hampaté Bâ, Ibrahima Baba Kake. Il s'est documenté pour en faire une œuvre totale, qui ne correspond plus seulement à une histoire locale autour de Samori Touré, mais qui intègre également des enjeux mondiaux, tels que la traite transatlantique, ou la mémoire contemporaine de la colonisation. Volontiers encyclopédique, le texte est amplifié par des excursus de plusieurs dizaines de pages, qui opèrent des ruptures dans la linéarité de l'argumentation : notamment une section listant l'ensemble des noms mandingues et leurs significations. Le texte d'arrivée est en constante expansion, de sorte qu'il intègre également nos propres échanges par mails avec l'auteur.

On pourrait finalement être tenté de ne voir dans ce travail, comme dans celui de son père, une sorte de pratique amateur de l'histoire du fait de son éloignement des critères européens positivistes de ce que doit être « l'Histoire ». Cantonner ces textes à un travail d'histoire amateur, c'est cependant continuer de reprendre les critères de la production du savoir sur les schémas de la monographie coloniale qui tendraient à n'y voir qu'une monographie incomplète, dévoyée, voire même un brouillon. Comme le souligne Emmanuelle Sibeud, la partition entre chercheurs « professionnels » et « amateurs » est plutôt tardive en France et anachronique dans tous les cas avant la Première Guerre mondiale<sup>65</sup>. Les textes de Djiguiba et de Daouda Camara s'inscrivent plus dans la tradition transposée depuis la métropole pour les lettrés, tels que les instituteurs, de collecte des « traditions populaires » alors que celles-ci tendent à disparaître à mesure qu'une culture nationale émerge. Ces travaux montrent dans un certain sens la trajectoire de la monographie coloniale réappropriée à des fins personnelles, familiales et politiques dès la période coloniale, se prolongeant largement sur la période postcoloniale<sup>66</sup>, d'autant que cette pratique continue d'être

---

<sup>64</sup> Sur les « ancestralités multiples », appliquées aux généalogies intellectuelles dans le cas qui nous occupe, voir les réflexions d'Achille MBEMBE, « A propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, art.cit.

<sup>65</sup> Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France (1878-1930)*. (Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2002), p. 87-88. De manière plus générale, sur les rapports entre « amateurisme » et « africanisme », voir la thèse de Ninon CHAVOZ, *La tentation encyclopédique dans les littératures francophones africaines : des documentations coloniales au glossaire contemporain*, thèse de doctorat, sous la direction de Xavier Garnier, Sorbonne Nouvelle Paris 3, soutenue le 10 novembre 2018.

<sup>66</sup> D'autres recherches en cours au Mali à Kayes par Marie Rodet montrent des trajectoires postcoloniales semblables de la monographie « coloniale », même si les textes retrouvés n'ont pas l'ampleur des textes traités ici.

encouragée mais aussi contrôlée sous Sékou Touré autour d'une politique dite d'authenticité<sup>67</sup>.

Le devenir de ce texte montre l'imbrication entre fins personnelles et fins politiques. En effet, Daouda explique comment le texte de son père, avant même son décès, était venu à la connaissance de Sékou Touré. En 1959, suite à l'indépendance, Sékou Touré donna des instructions pour collecter dans les régions l'histoire locale, afin de centraliser ces données à Conakry et écrire une histoire générale de la Guinée. Les autorités locales de Beyla, et notamment Kéfin Dozo, tentent de récupérer le texte. Mais son père n'a pas confiance et refuse dans un premier temps de céder son œuvre. Il avait en effet confié son texte déjà à Person mais celui-ci n'avait pas donné suite à sa demande d'aide à publication. Finalement Kéfin Dozo repart avec une version du texte dans des circonstances obscures. Par la suite, alors que le Djiguiba est décédé, Daouda recopie le texte dans deux grands cahiers de 400 pages. Kéfin Dozo, bien considéré dans la région, tente de faire publier sous son nom la partie du texte sur Samori Touré pour faire plaisir à Sékou Touré<sup>68</sup>. Il part ainsi à Conakry pour lui présenter le texte qui est finalement publié avec une préface de Mamba Sano<sup>69</sup> dans le quotidien d'État *Horoya*. Daouda, lycéen à Conakry à cette époque, tenta d'empêcher cette publication et alla s'en ouvrir directement à Sékou Touré qui le reçut et l'encouragea à porter plainte. Ce que fit celui-ci en déposant plainte auprès du Secrétaire général Thierno Oumar Seck de Beyla. Kéfin Dozo fut convoqué à trois reprises et ce n'est que la troisième fois qu'il se rendit aux autorités. Malgré ses dénégations et son état colérique, Daouda présent avec le texte, réussit à montrer le plagiat flagrant devant le Secrétaire général<sup>70</sup>.

C'est également en partie pour protéger ce texte déjà augmenté, de près de 400 pages désormais, qu'en 1972, suite à l'agression guinéo-portugaise et la répression accrue du régime de Sékou Touré que Daouda se décide à quitter clandestinement le pays avec le manuscrit pour la Côte d'Ivoire où il restera plus de 20 ans. C'est en Côte d'Ivoire qu'il prit contact avec nombres d'intellectuels africains, notamment Hampathé Bâ qui l'encouragea fortement à continuer son ouvrage. C'est alors qu'il est en Côte d'Ivoire qu'un ressortissant de Damaro, homonyme de Djiguiba Camara, désormais diplomate international à la Banque islamique à Jeddah, lui téléphone pour le prévenir que Sékou Touré est en fait à la recherche du manuscrit, ce qui l'encourage d'autant plus à rester en Côte d'Ivoire, par peur de représailles éventuelles à l'encontre des intellectuels ou de détenteurs d'écrits historiques.

Notre rencontre en 2016 et la mise en scène de notre venue à Damaro sont l'un des derniers volets de cette imbrication complexe entre enjeux familiaux, politiques et de production des savoirs. Notre venue était en effet liée à la signature d'un contrat de publication plus de 60 ans après la remise du tapuscrit initial à Person.

---

<sup>67</sup> Céline PAUTHIER, « Forger l'imaginaire national: les enjeux de l'enseignement en histoire en République de Guinée au lendemain de l'indépendance », in *L'école en situation postcoloniale*, Paris, L'Harmattan, 2012 ; Céline PAUTHIER, « L'héritage controversé de Sékou Touré, «héros» de l'indépendance », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (2013/2), p. 31-44.

<sup>68</sup> Sur la filiation de Sékou Touré et Samori Touré en littérature et dans les arts, voir Elara BERTHO, « Médias, propagande, nationalismes. La filiation symbolique dans les chants de propagande : Robert Mugabe et Mbuya Nehanda, Ahmed Sékou Touré et Samory Touré » [en ligne], *Cahiers de littérature orale* (2015/77-78), disponible sur <<https://clo.revues.org/2372>>, (consulté le 22 mai 2018). Voir aussi Odile GOERG, « Couper la Guinée en quatre ou comment la colonisation a imaginé l'Afrique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* (2011/111), p. 73-88.

<sup>69</sup> Mamba Sano fut un homme politique guinéen, né en 1903 à Kissidougou, député guinéen à l'assemblée nationale française de 1946 à 1955. Il se retire de la vie politique en 1958. Assemblée nationale française. « Mamba Sano. 1903-1985 ». Biographie de la IVE République [en ligne] [http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num\\_dept\)/6276](http://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/6276) <accédé 02/05/18>.

<sup>70</sup> Entretiens avec Daouda Camara, Conakry, 15-23 décembre 2016.

Ce texte immense, qui compte désormais plus de 2000 pages, a été imprimé pour notre venue et exposé à Damaro, à la même place où Djiguiba Camara écrivait d'ailleurs. Les mêmes usages de l'écrit se trouvent réinvestis et remobilisés, soixante ans après la rencontre avec Yves Person. Daouda Damaro Camara a des mots très durs envers l'historien, qu'il accuse frontalement d'avoir plagié son père. Il se revendique d'une légitimité qu'il fonde sur la fidélité aux sources orales et aux sources écrites.

Remarquons ici que Daouda Damaro Camara refuse de signer son œuvre et insiste pour que le texte apparaisse sous le nom de son père, pour des raisons notamment de rivalités entre frères (il craint ainsi la jalousie de son frère aîné), mais quelle que soit la cause, il est intéressant de noter cette imbrication de voix narratives, où il n'est plus réellement possible dans le texte d'arriver de faire la part entre le texte du père et les ajouts du fils.

Photo 2. Couverture des deux volumes dans la version du texte amplifié par Daouda Damaro

Photo 3. Les deux volumes maniés par petits et grands, au centre du village de Damaro

\*\*\*

Le transfert de pouvoir sur plus d'un siècle à travers la famille Camara montre à quel point les acteurs sociaux ont su adapter leurs stratégies aux bouleversements politiques, économiques et culturels du XX<sup>e</sup> siècle : Fata Kéoulé Camara, proche conseiller de Samori Touré, s'allie finalement avec les Français, ce qui permet à son fils d'aller à l'école des fils de chefs de Kayes. Ce patrimoine symbolique de l'éducation française est mis à profit par Djiguiba Camara pendant toute sa carrière, ce que ses descendants continuent aujourd'hui de mettre en valeur. Cette histoire longue des transferts de pouvoir et de savoirs est intimement liée à la mise en scène de soi et à l'écriture. À travers l'analyse des écrits de ce chef de canton et grâce à de nombreuses enquêtes orales, il est en effet possible de reconstituer comment la théâtralisation du processus scripturaire (au niveau micro-local non seulement du village mais aussi de la famille, au sein de la concession) joue un rôle primordial dans la conservation du pouvoir politique.

Loin d'être seulement un intermédiaire dépendant de l'administration coloniale, Djiguiba Camara a su tirer profit localement de sa position pour mettre en scène son hérité prestigieuse et revendiquer un statut privilégié dans le jeu local des élections et tout au long de sa carrière administrative. L'étrange destin des textes conservés par cette famille ne fait que confirmer, de manière paradigmatique, que l'écriture et la mise en scène de la généalogie familiale constituent des ressources symboliques extrêmement fortes, mobilisées avec brio par les descendants encore aujourd'hui.

L'enjeu de cette enquête biographique a été de constituer une histoire située des pratiques de création du savoir dans la période coloniale. L'intermédiation, souvent étudiée dans le rapport des informateurs aux membres de l'administration coloniale, comporte également un vaste pan de légitimation au niveau local qui ne peut être retrouvé que par un croisement des archives coloniales et des enquêtes familiales. La production des savoirs locaux doit être prise au sérieux, en tant que source de savoir historique en soi, et non plus à l'aune des canons de production du savoir européens, qui tendent à reléguer ces sources à des apports secondaires ou amateurs, utilisées seulement lorsqu'elles permettent de légitimer et renforcer les savoirs européens.